

Berne, le 6 mai 2021

Le secteur suisse des TIC a besoin d'un droit du travail moderne

Les nouveaux modèles de temps de travail : flexibilité et autonomie

La loi fédérale sur le travail (LTr) traite de points importants tels que la durée du temps de travail, de repos ou encore les conventions de protection pour les jeunes et les femmes. C'est indispensable, tant pour les employés que pour les employeurs. Cependant, le code du travail a vieilli et ne répond plus aux besoins de l'économie du savoir dont font partie les TIC.

Smart Work – des obstacles dans le droit du travail

Les collaborateurs des entreprises du savoir souhaitent organiser leur vie professionnelle et privée de manière flexible. Par exemple, le travail à temps partiel ne cesse de s'étendre et la numérisation simplifie le télétravail. Toutefois, le droit actuel ne répond plus au besoin de flexibilité et d'auto-organisation intelligente de la journée de travail. Voici trois exemples que beaucoup d'entre nous connaissent probablement dans leur vie quotidienne :

- 1^{er} exemple : aller chercher tôt les enfants à la crèche, jouer, dîner, les coucher, télétravailler de 21 heures à 23 heures et se rendre à un rendez-vous avec un client le lendemain matin à 8 heures. Un scénario que la loi interdit, car elle exige une période de repos de 11 heures.
- 2^{ème} exemple : fêter l'anniversaire des enfants un mercredi après-midi ensoleillé et travailler trois heures à la maison en télétravail un dimanche pluvieux. La loi l'interdit en vertu de l'interdiction de travailler le dimanche.
- 3^{ème} exemple : un projet pour un client doit être terminé le vendredi. Malgré de longues journées de travail, vous voulez faire un effort supplémentaire pour mener à bien votre projet, avant une semaine plus détendue. La loi, qui fixe la durée maximale hebdomadaire de travail, l'interdit.

Les besoins de la branche des TIC se heurtent à la rigidité de la logique industrielle

La logique industrielle rigide du droit du travail ne peut être imposée de force aux métiers modernes du savoir. Dans le secteur des TIC, on sait que des règles rigides en matière de temps de travail créent de l'insatisfaction et nuisent à la productivité. Pourtant, le désir de changement est bien présent : collaborateurs et entreprises veulent plus de flexibilité. C'est ce qu'ont montré les « expériences de terrain » réalisées ces derniers mois (cf. [l'étude d'Adecco de mai 2020](#)).

Les choses bougent – Une alliance de métiers du savoir se bat pour un droit du travail moderne

En Suisse, la flexibilité du temps de travail annuel n'est pas contraignante légalement. Largement soutenue, l'initiative parlementaire [16.414](#), déposée par Konrad Graber, essaie depuis 2016 de moderniser ponctuellement le droit du travail. Les commissions de l'économie du Conseil national et du Conseil des États ont approuvé cette requête en 2017 déjà, mais, depuis, sa mise en œuvre relève du parcours du combattant.

Le partenariat social des métiers de la connaissance ([la plateforme](#) et [alliance réflexion suisse](#)) s'engage au niveau des lois et/ou des ordonnances pour trouver des solutions susceptibles de réunir une majorité. Ces alliances militent en faveur d'un compromis entre les partenaires sociaux, qui se limite aux secteurs particulièrement concernés ainsi qu'aux cadres et aux spécialistes hautement qualifiés, qui renforce la protection de la santé et qui pose comme condition préalable à la flexibilisation du temps de travail annuel l'existence d'un accord mutuel entre employés et employeurs. Les syndicats traditionnels, quant à eux, s'obstinent à défendre un droit du travail rigide et orienté vers l'industrie, tout en faisant pression sur les

entreprises du secteur des TIC. Toutefois, contrairement à ce que l'on croit, les conventions collectives de travail ne sont pas la règle dans le secteur des TIC, à l'exception des télécommunications !

Les semaines à venir seront décisives : le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) devrait soumettre une proposition de modification au niveau de l'ordonnance (OLT 2) et la commission de l'économie du Conseil des États se penchera à nouveau sur l'initiative parlementaire de Konrad Graber. Il est à espérer que les choses avanceront enfin.

Innovant et porteur d'avenir, le secteur des TIC mérite une solution adaptée

Les modèles de travail flexibles sont entrés dans la pratique en de nombreux endroits depuis des décennies et ils méritent une base juridique solide. Du point de vue des TIC en particulier, où le travail en mode projet est la norme et qui se trouve au front de la compétition internationale pour attirer les travailleurs qualifiés, il vaut la peine de plaider en faveur d'un droit du travail moderne. Les acteurs suisses de la branche doivent disposer d'une certaine marge de manœuvre afin de se positionner comme des employeurs attractifs.

Le secteur des TIC croît plus de deux fois plus vite que l'économie dans son ensemble et se trouve confronté à une pénurie aiguë et croissante de professionnels qualifiés. C'est pourquoi il est particulièrement motivé à créer des emplois attrayants, et n'a aucun intérêt à rallonger le temps de travail ou à en durcir les conditions. Il s'agit uniquement de permettre aux gens de travailler de manière flexible et autonome.

Pour toute question ou information, n'hésitez pas à prendre contact avec nous à l'adresse : politics@digitalswitzerland.com.

Meilleurs messages

Andreas W. Kaelin, Deputy Managing Director

À propos de digitalswitzerland

digitalswitzerland est une initiative intersectorielle nationale qui vise à faire de la Suisse un pôle d'innovation mondial leader dans le domaine du numérique. Sous l'égide de digitalswitzerland, plus de 210 adhérents de l'association et partenaires non politiques de la fondation collaborent de façon transversale pour atteindre cet objectif. digitalswitzerland aborde tous les aspects de la numérisation et s'attèle à résoudre divers défis.

About digitalswitzerland

digitalswitzerland is a Swiss-wide, cross-industry initiative that aims to strengthen and anchor Switzerland as a global leader in digital innovation. Under the umbrella of digitalswitzerland, more than 210 organisations consisting of association members and politically neutral foundation partners work together transversally to achieve this goal. digitalswitzerland is the go-to partner for all digitalisation matters and is committed to solving a wide range of challenges.